



Ville de passion!



Liberté - Égalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 936/PRM/DAJ/SAF2023

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2213-1, et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,  
**Vu** le Code Pénal, et notamment son article R 610-5,  
**Vu** le Code de Procédure Pénale,  
**Vu** le Code de la Route  
**Vu** la délibération n° 30 du 04 juillet 2020 portant élection du Maire, visée le 05 juillet 2020 par la Sous-Préfecture de Saint-Pierre.  
**Vu** l'avis de la police municipale n° 523/2023 du vingt-neuf septembre deux mille vingt-trois,

**Considérant que** pour éviter tout accident à l'occasion de la « Commémoration du 1<sup>er</sup> Novembre 2023 » il y a lieu de réglementer les travaux dans les cimetières de la commune.

ARRÊTE

**Art. 1.** - A l'occasion du premier novembre deux mille vingt-trois, les travaux suivants sont interdits dans l'enceinte des cimetières de la commune :

- Maçonnerie et interventions importantes sur les concessions, du vingt-huit octobre deux mille vingt-trois au six novembre deux mille vingt-trois
- Peinture, du trente octobre deux mille vingt-trois au six novembre deux mille vingt-trois.

**Art. 2.** - Le cimetière « Père LAFOSSE » n'est pas concerné par les présentes dispositions.

**Art. 3.** - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Louis, le 26 OCT 2023

Pour la Maire et par Délégation,  
 Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH  
 Conseillère Municipale  
 Déléguée aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- SEMITTEL
- Transports MOOLAND
- ETAT CIVIL/Affaires funéraires
- Régie route
- Service communication
- M. Alain PAYET
- M. Laurent ROBERT
- Mme Maryse MANENT

LA MAIRE

- Certifié sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification
- d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative